

GUY MAYER

NOTAIRE

57640 VIGY

Timbre payé

sur états

Autorisation

N° 1/75 du 5.2.1973

10 MAI 1983

Rép N° 9598

4 6 3 8 2 X L 3 0 3 1

25 JAN 1983

COMMUNE DE MAGNY

PROMOBA LORRAINE

LOTISSEMENT "LE PARC DE MAGNY"

REGLEMENT

Modificatif à l'arrêté du 29.9.82 (n° 463.82.XL.CO3)

En complément aux règles générales d'urbanisme applicables sur le territoire de la Commune de METZ, les divisions parcellaires et les constructions édifiées dans le lotissement devront se conformer aux dispositions du plan de masse et aux règles particulières ci-après.

Article 1 - Utilisation du terrain

Les parcelles du présent lotissement ont une destination conforme à celle prévue au P.O.S. de METZ.

En particulier les parcelles :

- n° 31 : est destinée à recevoir un ensemble à usage professionnel et/ou commercial,
- n° 32 et 33 : pourront recevoir également, aux lieux et place d'un immeuble à usage d'habitation, des activités professionnelles et/ou commerciales.

Article 2 - Surface hors oeuvre nette

Il est rappelé que le présent lotissement de 87 parcelles environ remplace pour partie une opération groupée de 120 pavillons autorisée par permis de construire n° 57-463-9-66.368 du 26 Avril 1979.

Ce dernier autorisait une surface hors oeuvre nette totale de 19 023,99 m<sup>2</sup> pour 120 pavillons. Sur ces 120 pavillons, seuls 25 ont été construits par la S.C.I. LE PARC DE MAGNY : la surface hors oeuvre nette de ces 25 pavillons construits s'élève à 4 167,90 m<sup>2</sup>.

Il reste donc une surface hors oeuvre nette utilisable par les 87 parcelles objet du lotissement de 19 023,99 - 4 167,90 = 14 856,09 m<sup>2</sup>.

Hz

En conséquence la surface de plancher hors oeuvre nette cumulée des 87 parcelles ne pourra excéder : 14 856,09 m<sup>2</sup>.

Article 3 - Implantation des constructions (sauf parcelles 31, 32 et 33)

3.1. Implantation par rapport aux voies

. Conformément aux dispositions du P.C.S.

3.2. Implantation par rapport aux limites séparatives

A moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite séparative, la distance comptée horizontalement de ce bâtiment au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la hauteur sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

Article 4 - Hauteur des constructions

La hauteur maximale des constructions ne peut excéder 6 mètres à l'égout des toitures, (les combles peuvent être, le cas échéant, aménagés).

Article 5 - Aires de stationnement

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions à édifier doit être assuré en dehors des voies publiques sur les parties privatives.

Article 6 - Aménagement extérieurs

Pour les maisons d'habitation, l'espace libre entre la clôture sur rue et le bâtiment principal sera aménagé en jardin d'agrément ou en espace vert.

Les propriétaires de tous les lots sont tenus d'assurer l'entretien correct de leurs plantations.

Article 7 - Isolement acoustique

L'attention des acquéreurs des parcelles bordant la rue de Pouilly est attirée sur les dispositions du P.O.S. et du règlement de la construction pour la partie afférente à l'isolement acoustique des bâtiments contre les bruits de l'espace extérieur.

Article 8 - Dispositions particulières aux parcelles n° 31, 32 et 33

Il est rappelé que la parcelle n° 31 est destinée à des activités professionnelles ou commerciales et que les parcelles n° 32 et 33 pourront recevoir de l'habitation et/ou des activités professionnelles et commerciales.

En cas de construction uniquement d'habitation sur les parcelles n° 32 et 33, ce sont les dispositions des articles précédents qui s'appliqueront.

Par contre, dans le cas de construction mixte (habitation et professionnel ou commercial), ou exclusivement professionnel et/ou commercial, ce sont les dispositions de l'article 8 qui s'appliqueront.

- Subdivision-groupement :

Les parcelles n° 31, 32 et 33 pourront être subdivisées ou regroupées soit par deux d'entre elles ou toutes les trois.

- Implantation :

Un ou plusieurs commerces ou locaux professionnels peuvent s'implanter sur une seule de ces parcelles.

- Limites séparatives :

Sur deux parcelles recevant des constructions professionnelles ou commerciales, lesdites constructions pourront être implantées en limite de propriété ou en retrait: ce retrait sera déterminé par convention entre les deux propriétaires, la règle des prospectus ne s'appliquant pas dans ce cas. Avec accord des propriétaires de ces parcelles, les ouvertures (portes ou fenêtres ou autres) pourront être faites dans les parois, même implantées sur la limite de propriété.

- Auvent - Passage :

La création d'auvent, de passage couvert, etc., destinés à abriter la clientèle ou à permettre son passage, pourra se réaliser entre constructions professionnelles ou commerciales, même situées sur deux propriétés différentes et quel que soit l'implantation par rapport aux limites séparatives.

- Aspect :

Les constructions à usage professionnel ou commercial devront avoir un aspect architectural compatible entre eux. Elles pourront être construites séparément l'une de l'autre ou groupées.

- Publicité :

Les propriétaires des locaux à usage professionnel ou commercial sont autorisés à mettre en oeuvre tous moyens publicitaires dans le cadre des lois et règlements en la matière.

#

Article 9 - Dérogations

Des dérogations aux dispositions du présent règlement  
pourront être accordées par l'autorité administrative compétente.

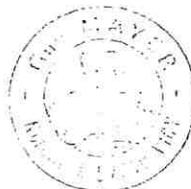
*Hm*

Fait à METZ, le 19 Janvier 1983

*Hm*

SCI LE PARC DE WAGNY  
1, Boulevard Jaisiens  
57000 METZ

ANNEXE rédigées sur *quatre*  
pages à la minute d'un acte reçu  
par M<sup>r</sup> Guy MAYER, notaire à VIGY,  
souscrité, le 10 MAI 1983



*[Signature]*

Notaire

GUY MAYER

NOTAIRE

57040 VIGY

Timbre payé

sur états

Autonisation

173 du 5.2.1973

10 MAI 1983

N° 9598

C A H I E R D E S C H A R G E S

LOTISSEMENT D'ENVIRON 87 PARCELLES SIS A MAGNY (MOSELLE)

CREE PAR LA SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE

"LE PARC DE MAGNY"

Modificatif à l'arrêté du 29.09.82 (n° 463.82.XL.CO3)

Article 1./

La Société Civile Immobilière "LE PARC DE MAGNY" projette la réalisation d'un lotissement de 87 parcelles environ, à MAGNY.

Ledit terrain est inscrit au livre foncier de MAGNY, au nom de la Société Civile Immobilière "LE PARC DE MAGNY" qui en est propriétaire en vertu de titres réguliers ainsi qu'il résulte des annexes du livre foncier.

Article 2./OBJET

Le présent cahier des charges a été établi afin de :

- déterminer les parties de l'ensemble immobilier qui seront communes et celles qui seront privées,
  - fixer les droits et obligations des propriétaires.
- Ce cahier des charges et toutes les modifications qui lui seraient apportées, seront obligatoires pour tous les propriétaires, leurs ayants-droit et ayants-cause, et en cas de démembrement de propriété, tel que le prévoit le titre III du Livre Second du Code Civil, pour les nus-propriétaires usufruitiers de tous bénéficiaires d'un droit d'usage et d'habitation et propriété.

Il fera la loi commune à laquelle tous les propriétaires devront se conformer. A défaut de décisions particulières prises par l'assemblée générale de l'association syndicale dont il sera question ci-après, le droit commun régira tout ce qui n'aura pas fait l'objet du présent règlement.

Il doit être rappelé dans tout acte translatif de propriété.

Article 3./ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION ET L'ENSEMBLE IMMOBILIER

Les parties communes générales comprennent les voies, parkings et équipements collectifs :

- le poste de transformation électrique. Commune au présent lotissement et au groupe de 25 maisons déjà construites par la S.C.I. LE PARC DE MAGNY,
- les rues,

Il est d'après et déjà précisé que la voirie, les réseaux divers, les parkings et équipements collectifs sont destinés à être incorporés, aussitôt qu'il se pourra, à la voirie communale, sans que, toutefois, il ne puisse être pris d'engagement à cet effet.

Dans l'attente de ce classement, le sol de la voirie, les réseaux divers, les parkings et équipements collectifs étant affectés à l'usage collectif des propriétaires, il a été créé une association syndicale des propriétaires chargée de l'entretien et de la gestion des parties communes et de la voirie jusqu'à son classement dans la voirie communale.

Si ce classement dans la voirie communale pouvait être effectué avant la dissolution de la S.C.I. LE PARC DE MAGNY cette dernière en fera remise à la Commune de METZ. Dans le cas contraire, la S.C.I. en fera remise à l'association syndicale, à charge par cette dernière d'en faire elle-même remise à la Commune de METZ, lorsque cela sera possible.

Dès la remise de ces parties communes générales à la Commune, l'existence de l'association syndicale, telle qu'elle est prévue au permis de construire sera sans objet, et il sera procédé à sa dissolution.

Tant que l'association syndicale existera, celle-ci sera chargée en outre de veiller à l'exécution des prescriptions concernant les parties privées et leur usage, ainsi qu'il est relaté ci-après. Néanmoins, après dissolution de ladite association syndicale, le présent cahier des charges restera en vigueur et devra continuer à s'appliquer à tous les propriétaires de l'ensemble immobilier, leurs ayants-droit et ayants-cause.

#### Article 4./ DISPOSITIONS GENERALES

Tout propriétaire sera responsable à l'égard de tout autre propriétaire de l'ensemble immobilier, comme à l'égard de l'association syndicale des troubles de jouissance, des fautes de négligence et des infractions aux dispositions du présent cahier des charges, dont lui-même, ses préposés, ses visiteurs, les locataires ou occupants quelconques de ses locaux seraient directement ou indirectement auteurs.

Tout propriétaire devra donc imposer le respect des prescriptions du présent règlement, aux locataires ou occupants quelconques de ses locaux sans que pour autant soit dérogée sa propre responsabilité.

Aucune tolérance ne pourra, même avec le temps, devenir un droit acquis.

La responsabilité de l'association syndicale ne pourra être recherchée en cas de vol, d'actions délictueuses ou criminelles, ou quasi-délictueuses commises dans l'ensemble immobilier.

#### Article 5./ USAGE DES PARTIES COMMUNES

Le sol de la voirie et des parkings est affecté à perpétuité à la circulation publique. Il est d'ailleurs rappelé que, si la S.C.I. n'a pu le faire elle-même avant sa dissolution, elle devra céder gratuitement la totalité du sol de la voirie et des parkings à l'association syndicale, qui à son tour devra les céder gratuitement, à la première réquisition de l'administration, lors du classement de ceux-ci dans la voirie communale.

Les prescriptions suivantes doivent, en particulier, être respectées :

- a) les fouilles sont interdites,
- b) il ne pourra, sous aucun prétexte, être fait sur le sol des parties communes aucun dépôt de matériaux, marchandises, débris ou objets quelconques. Toutefois, s'il y a lieu d'effectuer des réparations importantes, les Entreprises chargées d'effectuer ces travaux pourront y faire des dépôts provisoires de matériaux mais à condition de le rendre libre, dans les moindres délais, après déchargement.

#

c) il est interdit d'y procéder à un affichage ou une publicité quelconque.

#### Article 6. /USAGE DES PARTIES PRIVEES

##### 1 - BORNAGE

Les superficies exactes ont été déterminées, lors des opérations de bornage, par Monsieur BOUVIER, Géomètre Expert sus-relaté.

##### 2 - CLOTURES

Tout propriétaire aura la faculté de faire clôturer son lot, de manière à intercepter toute communication avec le restant du groupe d'habitations.

Lorsqu'un propriétaire usera de cette faculté, il devra respecter les obligations suivantes :

- la clôture sur la voie publique sera constituée de haies vives et d'arbustes plantés sur les parcelles. Ces plantations peuvent, le cas échéant, être doublées par un grillage métallique fixé entre poteaux et intégré à la végétation. La hauteur de ce grillage n'excèdera en aucun cas 1,30 mètre.

- les portes et portillons éventuels seront traités dans un style simple. Leur hauteur n'excèdera pas 1,30 mètre.

- la clôture sur limite séparative sera constituée de haies vives et d'arbustes. Ces haies vives peuvent être doublées, le cas échéant, par un grillage métallique fixé entre poteaux et ayant une hauteur maximum de 1,30 mètre.

##### 3 - MODE D'OCCUPATION

- En aucun cas, le propriétaire ou occupant ne devra causer le moindre trouble de jouissance diurne ou nocturne, par le bruit, les odeurs, les radiations ou toutes autres causes. L'ordre, la propreté, la salubrité et la sécurité des locaux devront toujours être intégralement respectés et sauvegardés.

- Tout propriétaire pourra modifier à ses frais, et comme bon lui semblera, la distribution de ses locaux et de leurs dépendances. Mais en aucun cas, il ne pourra effectuer des travaux dans une partie privée tant qu'il ne sera pas propriétaire de la partie privée intéressée. Il restera, en tout cas responsable des conséquences de tous les travaux qu'il fera exécuter.

- Les propriétaires sont tenus, sans indemnité, de souffrir sur les clôtures qu'ils feront éventuellement édifier et les constructions, l'apposition de tous supports qui pourraient être nécessaires pour les installations édifiées par l'administration. Ils devront faire numérotter leur propriété suivant le plan fourni par la Commune.

#### Article 7. /DETERMINATION DES CHARGES COMMUNES

Les charges communes à tous les propriétaires sans excep-

tion comprennent : les frais d'entretien, de réparation et d'aménagement des parties communes, comme indiqué à l'article 3 ci-devant, ainsi que les frais de gestion.

Tous ces frais et charges sont répartis à parts égales, entre les 87 parcelles du présent lotissement et les 25 pavillons de la lère tranche déjà construite.

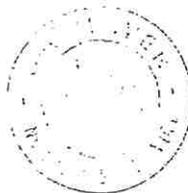
Pour la Société Civile Immobilière "LE PARC DE MAGNY"

METZ, le 19 Janvier 1983.

Le Gérant.

SCI LE PARC DE MAGNY  
1, Boulevard Poixhens  
57000 METZ

ANNEXE rédigée sur quatre pages à la suite d'un acte reçu par M. Guy MAYER, notaire à VIGY, enregistré, le 10 MAI 1983



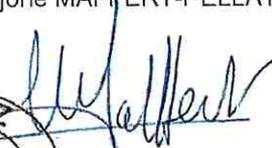
Notaire

Metz, le 18 JUIL. 2024

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussignée Marjorie MAFFERT-PELLAT, Secrétaire Générale, certifie que l'arrêté PFI 02/2024, en date du 7 juin 2024, portant ouverture d'une enquête publique relative au projet de classement d'office dans le domaine public métropolitain des parcelles cadastrées section MD n° 479 et n° 480 à Metz (rue de la Grouyelle et rue du Bourdon) et désignation d'un commissaire enquêteur a été affiché au siège ainsi que sur le site internet de l'Eurométropole de Metz, du 11 juin 2024 au 15 juillet 2024 inclus.

Marjorie MAFFERT-PELLAT



Secrétaire Générale



## CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné, Julien HUSSON, Premier Adjoint Délégué à la Ville de Metz, certifie que :

- l'arrêté PFI n°2/2024 du 7 juin 2024 portant ouverture d'une enquête publique relative au projet de classement d'office dans le domaine public métropolitain des parcelles cadastrées section MD n°479 et n°480 a Metz (rue de la Grouyelle et rue du Bourdon) et désignation d'un commissaire enquêteur ;
- l'avis d'enquête publique Metz Métropole portant sur le transfert d'office des voies privées, équipements communs et réseaux – Lotissement « le parc de Magny » à Metz (parcelles MD n°479 et n°480) dans le domaine public

ont été affichés en mairie de quartier de Metz Magny du 10 juin 2024 au 11 juillet 2024 inclus.

**Metz, le 15 juillet 2024**

Pour le Maire,  
Le 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire :



**Julien HUSSON**





## ANNEXE 5 : Avis d'enquête publique

# AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

## Metz Métropole

### TRANSFERT D'OFFICE DES VOIES PRIVEES, EQUIPEMENTS COMMUNS ET RESEAUX LOTISSEMENT « LE PARC DE MAGNY » A METZ (PARCELLES MD N°479 et N°480) DANS LE DOMAINE PUBLIC

Par délibération en date du 13 novembre 2023, le Bureau de Metz Métropole a donné son accord pour le lancement de la procédure de classement d'office dans son domaine public des parcelles de voirie cadastrées section MD n°479 et n°480 à Metz, d'une contenance totale de 01ha 18a 83ca.

Par arrêté PFI n°02/2024 du 07 juin 2024 et en vertu de la délibération précitée, Monsieur Pierre FACHOT, Conseiller Délégué en charge de la gestion foncière à Metz Métropole, a ordonné l'ouverture d'une enquête publique pour la période du **mercredi 26 juin 2024 au jeudi 11 juillet 2024** à la Maison de la Métropole, siège de l'enquête publique et à la mairie de quartier de Metz Magny concernée par le transfert d'office.

#### OBJET DE L'ENQUETE

Enquête publique sur le projet de classement d'office dans le domaine public métropolitain de la rue de la Grouvelle, d'une partie de la rue du Bourdon, d'une partie de la rue des Elodées et de l'entrée de la rue des Lys à Metz correspondant aux parcelles cadastrées section MD n°479 (58a 74ca) et n°480 (60a 09ca), ainsi que leurs équipements communs et réseaux.

#### DUREE DE L'ENQUETE

L'enquête se tiendra du **mercredi 26 juin 2024 à 9h00 au jeudi 11 juillet 2024 à 16h00** en mairie de quartier de Metz Magny et au siège de Metz Métropole.

#### DESIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Monsieur Marc MENEGHIN, Directeur départemental des territoires adjoint retraité, est désigné en tant que Commissaire Enquêteur.

#### CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE

Le projet du classement d'office, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le Commissaire Enquêteur sera mis à disposition du public pour enregistrer les observations :

- en mairie de quartier de Metz Magny, 14 rue Jean d'Apremont à Metz (57000), aux jours et heures habituels d'ouverture au public,
- au siège de Metz Métropole, Maison de la Métropole – 1 Place du Parlement de Metz à Metz (57011), aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Le public pourra, en outre, pendant toute la durée de l'enquête, formuler ses observations :

- par courrier adressé à :

**Monsieur le Commissaire Enquêteur**

« Enquête Publique classement d'office – rue de la Grouvelle et rue du Bourdon à Metz »  
METZ METROPOLE – 1 Place du Parlement de Metz - 57011 Metz Cedex 1

- et / ou sur le registre numérique : <https://www.registredemat.fr/grouvelle-bourdon-metz>
- et / ou par courriel envoyé à l'adresse suivante : [grouvelle-bourdon-metz@registredemat.fr](mailto:grouvelle-bourdon-metz@registredemat.fr)

Chaque contributeur est responsable des données qu'il écrit sur les registres. Il est de la responsabilité de chaque participant à l'enquête publique, s'il souhaite rester anonyme, de ne faire état d'aucune information à caractère personnel dans ses écrits.

Le Commissaire Enquêteur recevra en mairie de quartier de Metz Magny les :

- Mercredi 26 juin 2024 de 14h00 à 16h00
- Jeudi 11 juillet 2024 de 14h00 à 16h00

#### RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

A l'expiration du délai de l'enquête, les registres seront clos par le Commissaire Enquêteur qui disposera d'un délai d'un mois pour transmettre au Président de Metz Métropole, les dossiers et les registres accompagnés de ses conclusions motivées.

Son rapport et ses conclusions motivées seront tenus à la disposition du public à Metz Métropole pendant un an.

A l'issue de l'enquête et après réception des conclusions du Commissaire Enquêteur, le classement d'office sera soumis à l'approbation du Bureau métropolitain.





## Annexe 6

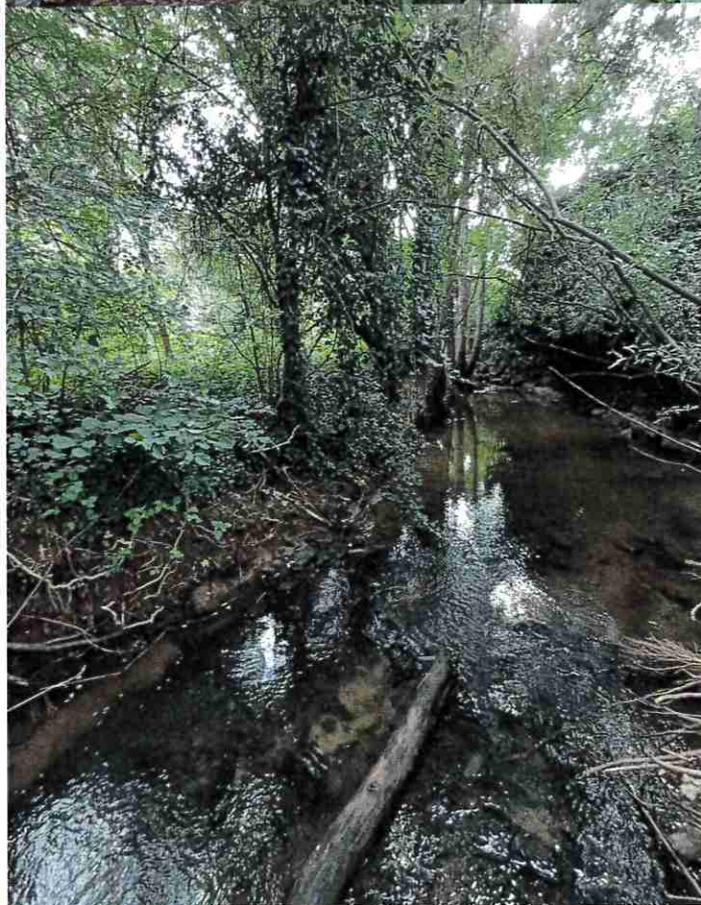
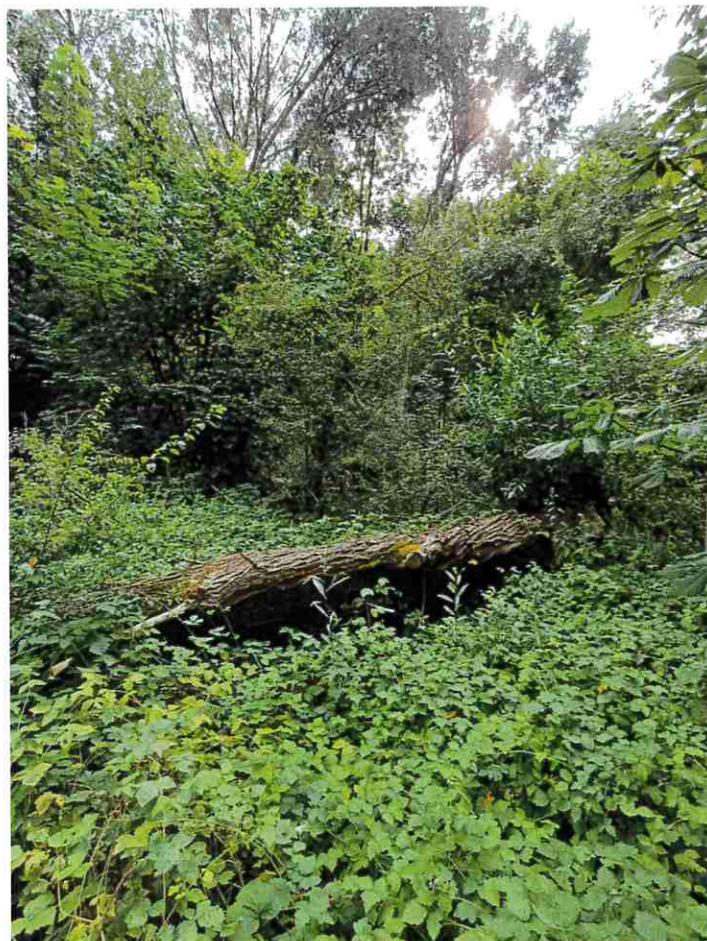
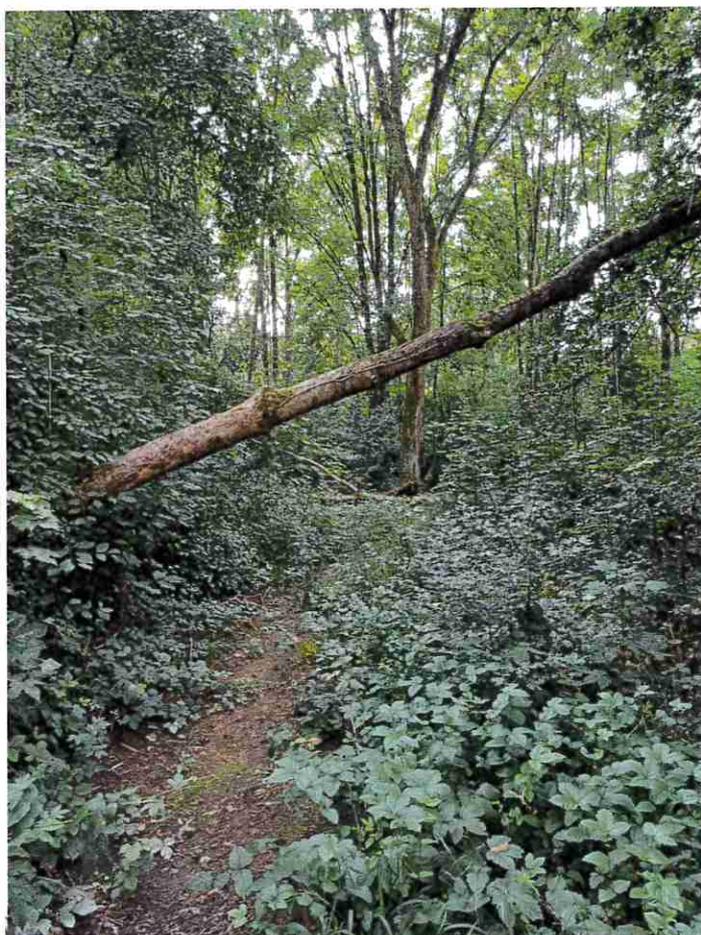
PLAN DE SITUATION DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION MX N° 2 A METZ

(La Peupleraie)



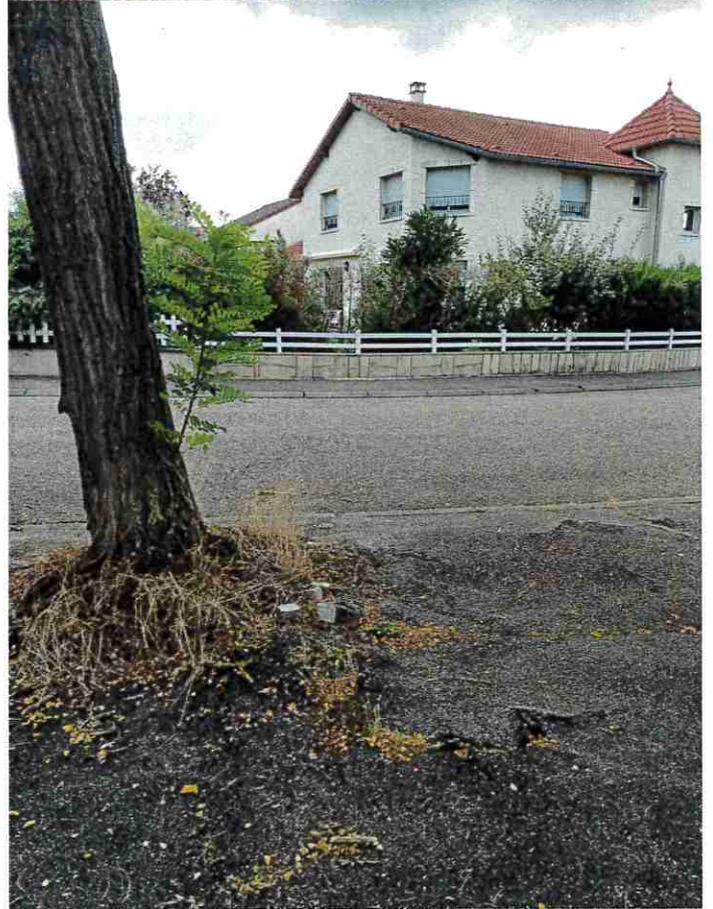


ANNEXE 7 : état de la végétation dans la Peupleraie



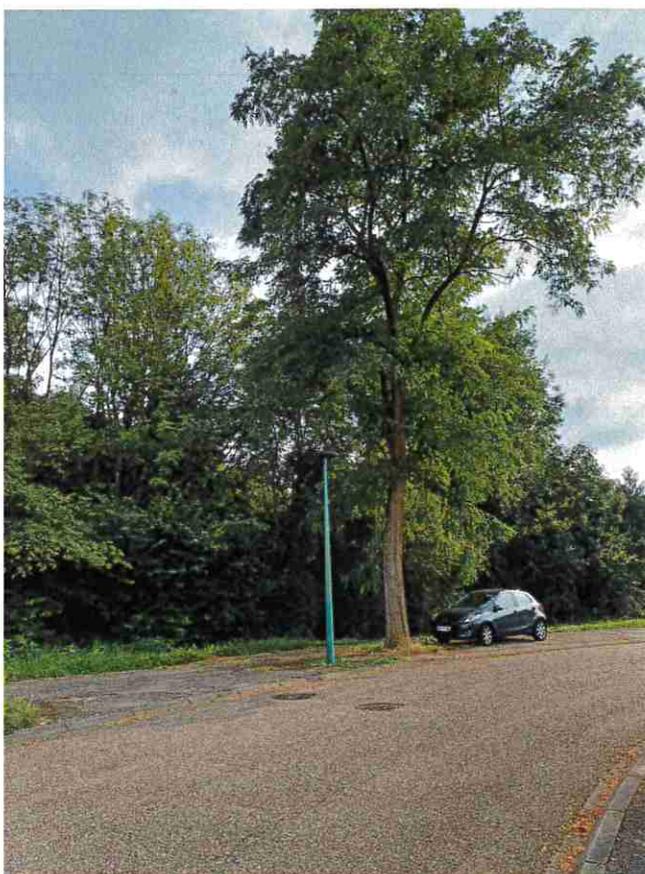
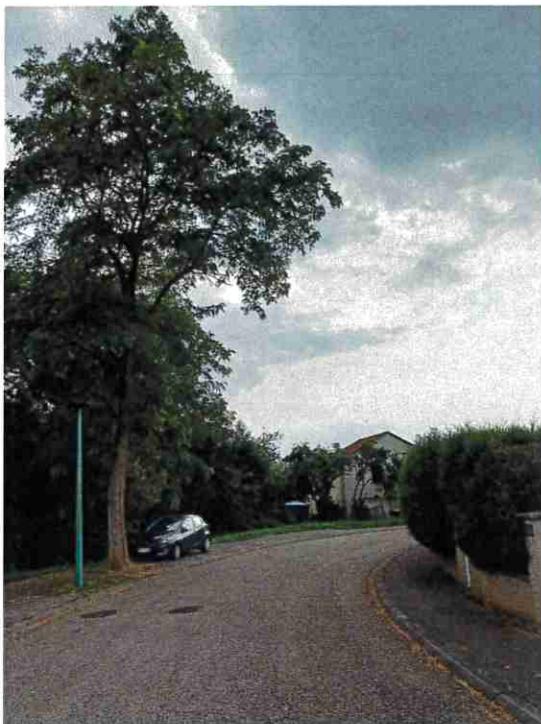


ANNEXE 8 : état du revêtement des trottoirs





ANNEXE 9 : Acacia paraissant en mauvaise santé situé en face du n° 51 rue du Bourdon



Acacia paraissant en mauvaise santé

Un arbre identique en mauvais état a déjà été coupé.



**Annexe 10** : rejets d'eaux usées au ruisseau Saint Pierre par le tuyau de dérivation







## RÈGLEMENT D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DE L'AGGLOMÉRATION MESSINE

### PREAMBULE

HAGANIS, Régie de la Communauté d'Agglomération de Metz Métropole, assure pour le compte de celle-ci, la construction, l'exploitation et l'entretien des ouvrages nécessaires à la collecte, au transport et à l'épuration des eaux usées avant rejet dans le milieu naturel. HAGANIS exploite et entretient également les ouvrages pluviaux.

### CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### Article 1 > Objet du règlement

L'objet du présent règlement est de définir les conditions et modalités de raccordement et de déversement des effluents dans les réseaux d'assainissement de la Régie HAGANIS.

#### Article 2 > Autres prescriptions

Les prescriptions du présent règlement ne font pas obstacle au respect de l'ensemble des réglementations en vigueur.

#### Article 3 > Catégories d'eaux admises au déversement

Il appartient au propriétaire de se renseigner auprès de la Régie HAGANIS sur la nature du système desservant sa propriété.

##### 1) secteur du réseau en système séparatif :

Seules sont susceptibles d'être déversées dans le réseau eaux usées :

- les eaux usées domestiques, telles que définies à l'article 7 du présent règlement ;
- les eaux industrielles, définies à l'article 17 par les autorisations de rejet, complétées le cas échéant par les conventions spéciales de déversement conclues entre la régie HAGANIS et les établissements industriels, artisanaux ou commerciaux.

Sont susceptibles d'être déversées dans le réseau pluvial :

- les eaux pluviales, définies à l'article 26 du présent règlement ;
- certaines eaux industrielles dont les caractéristiques permettent un rejet au milieu naturel sans traitement (par exemple les eaux de refroidissement), définies par les autorisations de rejet et conventions spéciales de déversement visées ci-dessus,
- les eaux de source et de drainage des propriétés,
- les eaux de pompage de nappe, si la réinjection au milieu naturel n'est pas possible
- les eaux de piscine après passivation.

##### 2) secteur du réseau en système unitaire :

Les eaux usées domestiques, définies à l'article 7 du présent règlement, les eaux pluviales définies à l'article 26 du présent règlement, ainsi que les eaux industrielles définies par les autorisations de rejet ou, le cas échéant, les conventions spéciales de déversement passées entre la Régie HAGANIS et

des établissements industriels, artisanaux ou commerciaux à l'occasion des demandes de branchement, sont admises dans le même réseau.

#### Article 4 > Définition du branchement

Le branchement comprend, depuis la canalisation publique :

- un dispositif permettant le raccordement au réseau public,
- une canalisation de branchement, située tant sous le domaine public que privé,
- un ouvrage dit « regard de branchement » placé sur le domaine privé, à proximité immédiate de la limite du domaine public, pour faciliter le contrôle et l'entretien du branchement, si la disposition du branchement le permet. Ce regard doit être visible et accessible ; en cas d'impossibilité de pose d'un tel regard, ce dispositif sera remplacé par une pièce de révision en cave,
- un dispositif permettant le raccordement à l'immeuble.

La partie publique du branchement est la partie du branchement comprise entre le collecteur principal et la limite de propriété. La Régie HAGANIS en est propriétaire quel que soit le mode de premier établissement. Pour les branchements réalisés antérieurement à l'adoption du présent règlement, la Régie HAGANIS se réserve la possibilité de modifier l'implantation du regard de branchement pour le mettre en conformité avec les dispositions du présent article.

En cas de réseau séparatif, l'immeuble est équipé de 2 branchements distincts :

- 1 branchement pour les eaux usées
- 1 branchement pour les eaux pluviales et eaux claires.

Dans tous les cas, la partie privative du branchement est réalisée en système séparatif, avec deux canalisations distinctes équipées chacune d'un regard en domaine privé, à proximité immédiate de la limite de propriété.

En cas de réseau unitaire, un seul branchement recevant les canalisations séparatives privées, relie celles-ci au collecteur principal.

Le raccordement d'un lotissement ainsi que, plus généralement, d'une zone d'aménagement, ne sont pas considérés comme un branchement.

#### Article 5 > Modalités générales d'établissement des branchements

La Régie HAGANIS fixe le nombre de branchements à installer par immeuble à raccorder. Un branchement ne peut en tout état de cause recueillir que les eaux usées, les eaux pluviales ou eaux claires autorisées d'un seul immeuble. En cas de partage d'une propriété composée de plusieurs immeubles, précédemment raccordés par un seul branchement, chaque immeuble devra être pourvu d'un branchement particulier.

La Régie HAGANIS fixe le tracé, le diamètre, la pente de la canalisation ainsi que l'emplacement du regard de branchement ou d'autres dispositifs, notamment de prétraitement, au vu de la demande de branchement.

Si pour des raisons de convenance personnelle, le propriétaire de la construction à raccorder demande des modifications aux dispositions arrêtées par la Régie HAGANIS, celle-ci peut lui donner satisfaction, sous réserve que ces modifications lui paraissent compatibles avec les conditions d'exploitation et d'entretien du branchement.

#### Article 6 > Déversements interdits

Quelle que soit la nature des eaux rejetées et quelle que soit la nature du réseau d'assainissement, il est formellement interdit d'y déverser :

- le contenu des fosses fixes,
- l'effluent des fosses septiques,
- les ordures ménagères, même après broyage,
- les huiles, graisses et autres hydrocarbures,
- les matières toxiques solides ou liquides (par exemple peintures, solvants, mercure...)
- les liquides ou vapeurs corrosifs, les acides, les matières inflammables ou susceptibles de provoquer des explosions ;
- les jus d'origine agricole (en particulier lisiers et purins),
- les produits radioactifs,
- les produits encrassants (boues, sables, gravats, cendres, cellulose, colle, goudrons, béton, ciment, laitance, etc.),
- les substances susceptibles de colorer anormalement les eaux acheminées,
- les déversements acides ou basiques dont le pH est respectivement inférieur à 5,5 ou supérieur à 8,5,
- les eaux qui, par leur quantité et leur température, sont susceptibles de porter celle de l'effluent dans l'égout au delà de 30° C.

Et, d'une façon générale, tout élément solide, liquide ou gazeux, susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement ou des ouvrages de traitement, soit à la sécurité des personnels d'exploitation des ouvrages de collecte et traitement.

Les rejets émanant de toute activité professionnelle exercée à l'intérieur des maisons d'habitation et dont la qualité est différente de celle des effluents domestiques doivent faire l'objet, en application des dispositions des articles L 1331-10 et L 1331-15 du Code de la Santé Publique, de mesures spéciales de traitement ; de plus, un dispositif doit permettre le prélèvement d'échantillons destinés à s'assurer des caractéristiques physiques, chimiques et biologiques des eaux usées évacuées au réseau d'assainissement.

La Régie HAGANIS peut être amenée à effectuer, chez tout usager du service et à toute époque, tout prélèvement de contrôle qu'il estimerait utile, pour le bon fonctionnement du réseau.

Si les rejets ne sont pas conformes aux critères définis dans ce présent règlement, les frais de contrôle et d'analyse occasionnés seront à la charge de l'usager.

Tout propriétaire tenu de se raccorder au réseau d'assainissement et s'alimentant en eau totalement ou partiellement à une source autre qu'un service public, doit en faire la déclaration au service de l'assainissement.

## CHAPITRE 2 - LES EAUX USÉES DOMESTIQUES

### Article 7 > Définition

Les eaux usées domestiques comprennent les eaux ménagères (lessive, cuisine, toilette...) et les eaux vannes (urines et matières fécales).

### Article 8 > Obligation de raccordement

Comme le prescrit l'article L 1331-1 du Code de la Santé Publique, tous les immeubles qui ont accès aux égouts disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique, soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, doivent obligatoirement être raccordés à ce réseau dans un délai de deux ans à compter de la date de mise en service de l'égout.

Il est précisé qu'un immeuble situé directement ou indirectement en contrebas d'une voie publique desservie par le réseau d'eaux usées, est considéré comme raccordable. Dans ce cas, le dispositif de relevage des eaux usées nécessaire au raccordement est à la charge du propriétaire de l'immeuble.

Au terme du délai de raccordement de deux ans, et après mise en demeure, conformément aux prescriptions de l'article L 1331.8 du Code de la Santé Publique et aux dispositions de l'article L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, le propriétaire qui ne s'est pas conformé à cette obligation se voit appliquer une majoration de 100 % du montant de la redevance assainissement.

Les immeubles mal ou incomplètement raccordés sont également assujettis à ces dispositions.

### Article 9 > Demande de branchement – Convention de déversement ordinaire

Tout branchement doit faire l'objet d'une demande adressée, soit directement à la Régie HAGANIS lors de travaux de modification d'un immeuble ancien, soit à celle-ci sous couvert du Maire de la Commune, lors du dépôt de la demande de permis de construire.

Cette demande, qu'il s'agisse d'une construction isolée ou en lotissement, doit être signée par le propriétaire ou son mandataire. Elle est formulée selon le modèle de demande de branchement individuel à l'égout, disponible sur demande auprès de la Régie HAGANIS\*.

Elle comporte éléction de domicile attributif de juridiction sur le territoire de Metz Métropole et entraîne l'acceptation des dispositions du présent règlement ; elle est établie en 4 exemplaires dont l'un est retourné à l'usager.

L'acceptation par la Régie HAGANIS crée la convention de déversement entre les parties.

Afin de permettre l'instruction de la demande de branchement et d'autorisation de déversement, celle-ci doit être accompagnée des pièces suivantes :

- 1 plan de situation de l'immeuble (échelle 1/1000) et un plan de masse (échelle 1/500) comportant également la situation de l'égout, du branchement et des canalisations en domaine privé projetés ;
- Une vue en plan (échelle 1/50 ou 1/100) du sous-sol, du rez-de-chaussée et des étages portant la situation des conduites projetées, l'indication des appareils à desservir, le diamètre et la pente des conduites et toutes autres indications utiles.
- Une coupe longitudinale (échelle 1/50 ou 1/100) de l'immeuble suivant la conduite principale avec indication des niveaux (profondeur cave, profondeur fil d'eau, regard et niveau rue), des points de raccordement, des colonnes de chute avec les appareils à desservir et des diamètres.

L'ensemble des travaux est réalisé à la charge du demandeur.

### Article 10 > Modalités particulières de réalisation de branchement

Conformément à l'article L 1331-2 du Code de la Santé Publique, la Régie HAGANIS exécute, ou peut faire exécuter d'office, les branchements de tous les immeubles riverains, partie comprise sous le domaine public jusqu'aux limites du domaine privé.

La Régie HAGANIS se fait rembourser, auprès des propriétaires, les dépenses entraînées par les travaux d'établissement du branchement, selon les modalités fixées par délibération du conseil d'administration.

La partie des branchements réalisée d'office est incorporée au réseau public.

Pour les immeubles édifiés postérieurement à la mise en service de l'égout, les branchements en domaine public, jusqu'aux limites du domaine privé, sont réalisés à la demande du propriétaire, selon les modalités prévues aux articles 5 et 6.

Dans le cas de l'exécution du branchement antérieurement à la demande (branchement en attente), le tarif appliqué est celui en vigueur à la date de la demande de branchement.

### Article 11 > Caractéristiques techniques des branchements

Les branchements seront réalisés selon les prescriptions des règlements en vigueur.

### Article 12 > Frais d'établissement de branchements

Toute installation d'un branchement, qu'il intéresse les eaux usées ou les eaux pluviales, donne lieu au paiement, par le demandeur, du coût du branchement au vu du décompte final établi par la Régie HAGANIS.

Les travaux sont réalisés sous contrôle de la Régie HAGANIS par l'entreprise adjudicataire du marché public. Ils sont achevés dans un délai de 2 mois (hors le cas particulier des routes départementales) suivant le règlement d'un acompte égal à 50% du montant prévisible. Le solde est exigible dans les quinze jours suivant l'exécution de ces travaux.

Toutes les sujétions annexes liées à la réalisation de ce branchement (contrôles, réfections provisoires et définitives de voirie...) seront facturées au demandeur.

La Régie HAGANIS pourra, si elle le juge utile, faire procéder à une réfection définitive de la voirie communale après la réalisation des travaux de branchement en remplacement de la réfection provisoire. Les frais correspondants seront facturés au demandeur.

Le demandeur pourra être assujéti à la participation prévue à l'article 16.

### Article 13 > Surveillance, entretien, renouvellement de la partie du branchement située sous domaine public

La surveillance, l'entretien, les réparations et le renouvellement total ou partiel de la partie publique des branchements sont à la charge de la Régie HAGANIS, y compris la remise en état des lieux consécutive à ces interventions.

La Régie HAGANIS en est propriétaire quel que soit le mode de financement du premier établissement. Le regard de branchement doit rester apparent, accessible, d'un poids et d'une conformité permettant une manipulation aisée.

Il incombe à l'usager de prévenir immédiatement la Régie HAGANIS, de toute obstruction, de toute fuite ou de toute anomalie de fonctionnement qu'il constaterait sur son branchement.

Dans le cas où il est reconnu que les dommages y compris ceux causés aux tiers sont dus à la négligence, à l'imprudence ou à la malveillance d'un usager, les interventions du service pour entretien ou réparation sont à la charge du responsable de ces dégâts.

La Régie HAGANIS est en droit d'exécuter d'office, après information préalable de l'usager sauf cas d'urgence, et aux frais de l'usager s'il y a lieu, tous les travaux dont il serait amené à constater la nécessité, notamment en cas d'inobservation du présent règlement ou d'atteinte à la sécurité sans préjudice des sanctions prévues à l'article 48 du présent règlement.

La surveillance, l'entretien, les réparations et le renouvellement total ou partiel de la partie privative des branchements sont pris en charge par le propriétaire conformément aux dispositions de l'article 44.

### Article 14 > Cessation, mutation ou transfert de la convention de déversement ordinaire

Le raccordement à l'égout public étant obligatoire pour les eaux usées, la cessation de la convention ne peut résulter que du changement de destination ou de la démolition de l'immeuble ou, enfin, de la transformation du déversement ordinaire en déversement spécial.

En cas de changement d'usager pour quelque cause que ce soit, le nouvel usager est substitué à l'ancien sans frais.

L'ancien usager ou, dans le cas de décès, ses héritiers ou ayant droits, restent responsables vis-à-vis de la Régie HAGANIS de toutes les sommes dues en vertu de la convention initiale.

La convention n'est pas en principe transférable d'un immeuble à un autre. Elle peut cependant être transférée entre un ancien immeuble démolit et le nouvel immeuble construit, si ce dernier a le même caractère, se trouve sur la même parcelle et sous réserve que le nouvel immeuble ne nécessite pas de modification du branchement particulier.

Lorsque la démolition ou la transformation d'un immeuble entraînent la suppression du branchement ou sa modification, les frais correspondants sont mis à la charge de la personne ou des personnes ayant déposé le permis de démolition ou de construire.

La suppression totale ou la transformation du branchement résultant de la démolition ou de la transformation de l'immeuble sera exécutée par la Régie HAGANIS, ou une entreprise agréée par elle, sous sa direction.

#### **Article 15 > Redevance d'assainissement**

En application de l'article 2224-12-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, et des textes d'application, l'utilisateur domestique raccordé à un réseau public d'évacuation de ses eaux usées est soumis au paiement de la redevance d'assainissement.

Il y a assujettissement à la redevance d'assainissement dès lors que la partie du branchement sous domaine public est réalisée et que les travaux nécessaires à l'arrivée des eaux usées de l'habitation à l'égout public sont exécutés.

En application de l'article L 1331-1 du Code de la Santé Publique, une somme équivalente à la redevance assainissement sera perçue auprès des propriétaires des immeubles raccordables, entre la mise en service du réseau public de collecte et le raccordement de l'immeuble, ou l'expiration du délai accordé pour le raccordement.

La redevance d'assainissement est assise sur tous les volumes d'eau prélevés sur le réseau public de distribution ou sur toute autre source dont l'usage génère un rejet d'eau usée collecté par le service (source, pompage à la nappe, réseau d'eau industrielle, récupération des eaux de pluie...).

La déclaration en Mairie des sources d'eau alternatives au réseau de distribution public est obligatoire. La consommation servant de base au calcul de la redevance est déterminée par un dispositif de comptage posé et entretenu aux frais de l'utilisateur. A défaut, le volume peut être fixé forfaitairement par la Régie HAGANIS dans le cadre de la réglementation en vigueur.

Le taux de base de la redevance est fixé annuellement par le Conseil d'Administration de la Régie HAGANIS.

La redevance d'assainissement appliquée aux usagers est donc égale au volume d'eau consommé assujéti multiplié par le taux de base. Pour des usagers autres que domestiques, des coefficients de correction peuvent être appliqués.

#### **Article 16 > Participation pour raccordement à l'égout**

Conformément à l'article L 1331-7 du Code de la Santé Publique, les propriétaires des immeubles édifiés postérieurement à la mise en service des égouts auxquels ces immeubles doivent être raccordés, sont astreints à verser une participation financière pour tenir compte de l'économie réalisée, en évitant la réalisation d'une installation d'épuration individuelle.

Les modalités d'application de cette participation sont déterminées par délibération du Conseil d'Administration de la Régie HAGANIS.

### **CHAPITRE 3 - LES EAUX INDUSTRIELLES**

#### **Article 17 > Définition des eaux industrielles**

Sont classés dans les eaux industrielles tous les rejets correspondant à une utilisation de l'eau autre que domestique.

Leurs natures quantitatives et qualitatives sont précisées dans les autorisations de rejet établies par la Régie HAGANIS et l'établissement désireux de se raccorder au réseau d'évacuation public.

#### **Article 18 > Conditions de raccordement pour le déversement d'eaux industrielles**

Conformément à l'article L 1331-10 du Code de la Santé Publique, la Régie HAGANIS n'a pas l'obligation d'accepter le déversement des eaux industrielles au réseau public.

Toutefois, le déversement d'eaux industrielles au réseau public peut être autorisé, dans la mesure où les rejets sont compatibles avec le réseau concerné, les procédés d'épuration appliqués, et respectent les conditions générales d'admissibilité, notamment les valeurs fixées par l'arrêté du 2 février 1998 et suivants.

Des dispositions complémentaires pourront être imposées en fonction de la nature des effluents.

Les équipements de prétraitement correspondants devront recevoir l'agrément de la Régie HAGANIS et pourront consister en séparateurs de graisses et à féculés et déboueurs pour les métiers de bouche (restaurants, cantines, charcuteries, ...), en séparateurs d'hydrocarbures et déboueurs pour les garages, stations services et certaines aires de stationnement.

#### **Article 19 > Demande d'autorisation et de convention spéciale de déversement des eaux industrielles**

Les demandes de raccordement des établissements déversant des eaux industrielles se font par lettre recommandée précisant la nature de l'activité, les flux de pollution prévisibles (en moyenne journalière et en pointe horaire) et les équipements de prétraitement envisagés.

Toute modification de l'activité industrielle sera signalée à la Régie HAGANIS et pourra faire l'objet d'une nouvelle demande de déversement.

#### **Article 20 > Caractéristiques techniques des branchements industriels**

Les établissements consommateurs d'eau à des fins industrielles devront, s'ils en sont requis par la Régie HAGANIS, être pourvus d'au moins deux branchements distincts :

- un branchement «eaux domestiques»,
- un branchement «eaux industrielles»,

et le cas échéant d'un branchement «eaux pluviales».

Chacun de ces branchements, ou le branchement commun, devra être pourvu d'un regard agréé pour y effectuer des prélèvements et mesures, placé autant que possible en domaine privé, en limite de propriété et accessible en toute sécurité aux agents de la Régie HAGANIS à toute heure.

Un dispositif d'obturation permettant de séparer le réseau public de celui de l'établissement industriel peut, à l'initiative du service d'assainissement, être placé sur le branchement des eaux industrielles et doit rester accessible à tout moment aux agents de la Régie HAGANIS.

Les rejets d'eaux usées domestiques des établissements industriels sont soumis aux règles établies au chapitre II.

Dans les cas particuliers où les eaux utilisées dans un procédé sont prélevées sur une source autre que celle du réseau de distribution public, ou dont le volume diminue fortement entre l'entrée et la sortie du procédé, la Régie HAGANIS imposera un système de comptage approprié.

Dans tous les autres cas, un dispositif de comptage des volumes d'eau consommés est installé par l'industriel et pris en compte dans la procédure d'autocontrôle. L'entretien et le renouvellement des appareils de comptage sont conformes aux dispositions de la réglementation sur les comptages d'eaux prélevées sur le réseau public de distribution d'eau potable.

#### **Article 21 > Cessation, mutation et transfert des autorisations de déversement**

La cessation d'une autorisation de déversement ne peut résulter que d'un changement de destination de l'immeuble raccordé, de la cessation ou de la modification des activités qui y étaient pratiquées, ou de la transformation du déversement spécial en déversement ordinaire.

En cas de changement d'utilisateur pour quelque cause que ce soit, le nouvel usager est substitué sans frais à l'ancien. L'ancien usager ou ses ayants droits restent redevables vis-à-vis de la Régie HAGANIS de toutes sommes dues en vertu de la convention initiale jusqu'à la date de substitution par le nouvel usager.

L'autorisation de rejet n'est en principe transférable ni d'un immeuble à un autre ni par division de l'immeuble. Elle peut cependant être transférée entre un immeuble ancien démolit et un nouvel immeuble construit si ce dernier a le même caractère, et sous réserve que le nouvel immeuble ne nécessite pas de modification du branchement particulier.

Toute modification dans l'activité doit être signalée à la Régie HAGANIS conformément à l'article 19.

#### **Article 22 > Prélèvements et contrôles des eaux industrielles**

Indépendamment des contrôles mis à la charge de l'industriel aux termes de l'autorisation de rejet, des prélèvements et contrôles pourront être effectués à tout moment par la Régie HAGANIS dans les regards de visite, afin de vérifier si les eaux déversées dans l'égout public sont en permanence conformes aux prescriptions.

Les analyses sont faites par tout laboratoire agréé par la Régie HAGANIS. Les frais d'analyse sont supportés par les propriétaires de l'établissement concerné, s'il s'avère que les résultats démontrent la non conformité des rejets vis-à-vis des prescriptions mentionnées dans l'autorisation de rejet, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 48 du présent règlement.

#### **Article 23 > Obligations d'entretien des installations de prétraitement**

Les installations de prétraitement prévues par les conventions ou autorisations de rejet doivent être en permanence maintenues en bon état de fonctionnement.

Les usagers doivent pouvoir justifier, à tout moment, du bon état de fonctionnement et d'entretien de ces installations.

En particulier, les séparateurs à hydrocarbures, huiles, graisses et féculés, les déboueurs doivent être vidangés chaque fois que nécessaire.

L'usager, en tout état de cause, demeure seul responsable de ces installations.

#### **Article 24 > Redevance d'assainissement applicable aux établissements industriels, commerciaux et artisanaux**

Les établissements autorisés à déverser des eaux industrielles dans un réseau public d'assainissement sont soumis au paiement de la redevance d'assainissement,

Afin de tenir compte du degré réel de pollution rejeté par l'usager, il est introduit un coefficient de pollution dans le mode de calcul de la redevance d'assainissement.

Les modalités de détermination du coefficient de pollution sont définies par le Conseil d'Administration de la Régie.

La redevance est calculée de la manière suivante :

Taux de base (€ HT/m<sup>3</sup>) X Volume d'eau rejeté (m<sup>3</sup>) X Coefficient de pollution

#### **Article 25 > Participations financières pour branchement à l'égout**

Elles sont déterminées suivant les modalités établies aux articles 10, 12 et 16 du présent règlement.

#### **Article 25 bis > Participations financières spéciales**

Si le rejet d'eaux industrielles entraîne pour le réseau, les équipements du réseau et la station d'épuration, des sujétions spéciales d'équipements et d'exploitation, l'autorisation de déversement peut être subordonnée à des participations financières aux frais de premier équipement, d'équipement complémentaire et d'exploitation à la charge de l'auteur du déversement, en application de l'article L1331-10 du code de la santé publique. Celles-ci sont définies par l'autorisation de rejet, si elles ne l'ont pas été dans le cadre d'une autorisation antérieure.

### **CHAPITRE 4 - LES EAUX PLUVIALES**

#### **Article 26 > Définition des eaux pluviales**

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques. Sont assimilées à ces eaux pluviales celles provenant notamment des eaux d'arrosage et de lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles.

Les eaux de source, drainage et puits ne sont pas considérées comme des eaux pluviales.

#### **Article 27 > Prescriptions communes aux eaux usées domestiques et aux eaux pluviales**

Les articles 9 à 14 relatifs aux branchements eaux usées domestiques sont applicables aux branchements d'eaux pluviales.

#### **Article 28 > Prescriptions particulières pour les eaux pluviales**

##### **Article 28.1 : Demande de branchement**

La demande de branchement adressée à la Régie HAGANIS doit indiquer en sus des renseignements définis à l'article 9, la destination des surfaces à desservir et le diamètre du branchement souhaité.

La Communauté d'agglomération de Metz Métropole n'a pas obligation d'accepter le raccordement des eaux pluviales de l'usager au réseau public.

##### **Article 28.2 : Caractéristiques techniques particulières**

La voirie privative doit être aménagée de manière à éviter le déversement direct d'eaux pluviales vers la voirie publique.

Le débit maximal de rejet autorisé à être déversé dans l'ouvrage public sera fixé par Metz Métropole ou, à défaut, par la Régie HAGANIS, en fonction des parcelles à assainir et du réseau récepteur (avec un maximum de 10 litres par seconde et par hectare), ou bien des prescriptions de zonage prises en application de l'article L 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, et annexées au PLU le cas échéant.

Lorsque la surface active est supérieure à 1 000 m<sup>2</sup>, le dimensionnement des canalisations intérieures et des ouvrages de rétention devra être déterminé par une note de calcul selon les textes réglementaires et pour une pluie de fréquence vingtennale.

En plus des prescriptions de l'article 11, Metz Métropole ou la Régie HAGANIS peuvent également exiger de l'usager la construction de dispositifs particuliers de prétraitement tels que dessableurs ou déshuileurs, notamment à l'exutoire des parcs de stationnement et voies de circulation privative. Ces dispositifs sont situés immédiatement à l'amont du raccordement au milieu récepteur, et en domaine privé.

Les siphons recueillant les eaux pluviales provenant des cours d'immeubles doivent être pourvus d'un dispositif empêchant la pénétration des matières solides dans les canalisations d'eaux pluviales, dont Metz Métropole ou la Régie HAGANIS peuvent imposer le modèle.

L'entretien, les réparations et le renouvellement de ces dispositifs sont à la charge de l'usager.

### **CHAPITRE 5 - LES INSTALLATIONS SANITAIRES INTÉRIEURES**

#### **Article 29 > Dispositions générales sur les installations sanitaires intérieures**

Les installations sanitaires intérieures privatives sont établies et entretenues en fonction de la réglementation sanitaire en vigueur, particulièrement le Code de la Santé Publique, le Code de l'Environnement, le Règlement Sanitaire Départemental, ainsi que des règles de l'art applicables dans le domaine de la construction.

Ces installations sanitaires sont desservies par un réseau intérieur privatif d'eaux usées, indépendant du réseau de collecte des eaux pluviales. Ces réseaux intérieurs eaux usées et eaux pluviales sont réalisés de manière à assurer une parfaite étanchéité du système de desserte et collecte.

L'arrêté du 30 août 2008 précise les conditions du cas particulier d'utilisation de l'eau de pluie dans les bâtiments et leurs dépendances.

La mise en chantier des travaux de réalisation des installations sanitaires intérieures ne pourra avoir lieu qu'après réception par le propriétaire de l'autorisation de raccordement délivrée par la Régie HAGANIS.

Cette autorisation interviendra après instruction par la Régie HAGANIS de la demande de branchement et d'autorisation de déversement introduite par le propriétaire et appuyée des plans visés à l'article 9 du présent règlement.

La vérification des installations intérieures et leur mise en conformité sont opérées dans les conditions précisées à l'article 43.

#### **Article 30 > Raccordement au branchement des installations sanitaires intérieures**

Les raccordements entre le branchement public et les installations sanitaires intérieures privatives seront effectués au niveau des regards de branchement situés en limite de propriété par des jonctions assurant une parfaite étanchéité du raccordement.

Ces raccordements sont à la charge exclusive du propriétaire.

Dans le cas d'une desserte publique par un réseau unitaire, les pièges à eau, bondes et autres organes de captage des eaux pluviales de ruissellement de surface, seront de type siphon et entretenus régulièrement. Cet entretien comprend au moins le nettoyage et le réamorçage régulier du siphon.

#### **Article 31 > Suppression des anciennes installations, anciennes fosses, anciens cabinets d'aisance.**

Conformément à l'article L 1331-5 du Code de la Santé Publique, dès l'établissement du branchement, les fosses septiques, chimiques, fosses d'aisance ou équipements équivalents doivent être mis hors d'état de servir, vidangés, désinfectés et comblés ou démolis par les soins et aux frais du propriétaire.

En cas de défaillance, la Régie HAGANIS peut se substituer au propriétaire, agissant sur réquisition de l'autorité sanitaire aux frais et risques de l'usager, conformément à l'article L 1331-6 du Code de la Santé Publique.

Ces fosses peuvent le cas échéant, et à la demande expresse de l'usager, être utilisées aux fins de stockage d'eaux pluviales. Cette utilisation pourra être autorisée, sous couvert que celle-ci soit neutralisée tant sur le plan de l'hygiène (désinfection), que sur le plan hydraulique, c'est-à-dire rattachée au réseau d'eaux pluviales exclusivement, et que les dispositions de l'arrêté du 30 août 2008 soient respectées.

### **Article 32 > Indépendance des réseaux intérieurs d'eau potable et d'eau usées**

Tout raccordement direct entre les conduites d'eau potable et les conduites d'eaux usées est interdit ; sont de même interdits tous les dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées pénétrer dans une conduite d'eau potable, soit par aspiration due à une dépression accidentelle, soit par refoulement dû à une surpression créée dans une canalisation d'évacuation.

Les réseaux intérieurs privatifs d'eaux usées et d'eaux pluviales sont des réseaux établis de manière indépendante jusqu'au point de raccordement sur le réseau public (soit le regard de branchement), situé en limite de domaine public quel que soit le mode de desserte publique existante. Ces dispositions sont applicables sur toute construction neuve ou en réhabilitation, sur toute construction ancienne sur laquelle a été constatée la non conformité des rejets, et lors du passage en séparatif du système d'assainissement.

En cas de mise en séparatif du réseau public d'assainissement, le second branchement sera réalisé par la Régie HAGANIS sous domaine public aux frais du propriétaire de l'immeuble concerné.

### **Article 33 > Etanchéité des installations et protection contre le reflux des eaux de l'égout public**

Conformément aux dispositions du règlement sanitaire départemental pour éviter le reflux des eaux usées et pluviales d'égout public dans les caves, sous-sol et cours, lors de leur élévation exceptionnelle jusqu'au niveau de la chaussée, les canalisations intérieures, et notamment leurs joints, sont établis de manière à résister à la pression correspondant au niveau fixé ci-dessus.

De même, tous les orifices sur ces canalisations ou sur les appareils reliés à ces canalisations, situés à un niveau inférieur à celui de la voie vers laquelle se fait l'évacuation, doivent être normalement obturés par un tampon étanche résistant à ladite pression. Enfin, tout appareil d'évacuation se trouvant à un niveau inférieur à celui de la chaussée dans laquelle se trouve l'égout public doit être muni d'un dispositif anti-refoulement contre le reflux des eaux usées et pluviales. Au cas où les locaux situés en contrebas de la voie publique sont aménagés en pièces d'habitations ou servent pour du stockage, l'évacuation des eaux devra obligatoirement se faire par l'intermédiaire d'une pompe de relevage.

Les frais d'installation, d'entretien, de réparations et de renouvellement de ces équipements sont à la charge totale du propriétaire.

### **Article 34 > Pose de siphons**

Tous les appareils sanitaires raccordés doivent être munis de siphons empêchant la sortie des émanations provenant de l'égout et évitant l'obstruction des conduites par l'introduction de corps solides. Tous les siphons sont conformes à la normalisation en vigueur.

Le raccordement de plusieurs appareils à un même siphon est interdit.

Aucun appareil ne peut être raccordé sur la conduite reliant une cuvette de toilettes à la colonne de chute.

### **Article 35 > Toilettes**

Les toilettes seront munies d'une cuvette siphonnée qui doit pouvoir être rincée par une chasse d'eau ayant un débit suffisant pour entraîner les matières.

Le raccordement de toilettes chimiques est interdit. Ces toilettes doivent être vidangées dans les installations prévues à cet effet.

### **Article 36 > Colonnes de chutes d'eaux usées**

Toutes les colonnes de chutes d'eaux usées à l'intérieur des bâtiments sont à poser verticalement et munies de tuyaux d'évents prolongés au-dessus des parties les plus élevées de la construction (en général le faitage), d'un diamètre équivalent à la chute d'eaux usées. Au pied de chaque colonne de chute, une pièce de visite facilement accessible doit être installée.

Les colonnes de chutes d'eaux usées sont totalement indépendantes des canalisations et chutes d'eaux pluviales.

Ces dispositifs doivent être conformes aux dispositions du règlement sanitaire départemental relatives à la ventilation des égouts lorsque sont installés des dispositifs d'entrée d'air.

La mise en œuvre de colonne principale de ventilation par membrane est interdite.

### **Article 37 > Broyeurs d'évier**

Les broyeurs d'éviers sont interdits. L'évacuation par les égouts des ordures ménagères même après broyage préalable est interdite.

### **Article 38 > Descente des gouttières**

Les descentes de gouttières qui sont en règle générale fixées à l'extérieur des bâtiments, doivent être totalement indépendantes et ne doivent en aucun cas servir à l'évacuation des eaux usées.

Dans le cas où elles se trouvent à l'intérieur de l'immeuble, les descentes de gouttières doivent être accessibles à tout moment et munies d'organes de visite en pied de chute.

Les descentes de gouttière débouchant vers le haut, soit sur des terrasses, soit devant des portes ou à une distance horizontale de moins de deux mètres de fenêtres de locaux habités, seront obligatoirement siphonnées à la base. Il en est de même lorsque les tuyaux de descente sont fixés à la limite de l'immeuble voisin.

Les puits d'infiltration d'eau pluviale sont autorisés sous réserve que le terrain ait une perméabilité suffisante et qu'il n'y ait pas de contact direct avec la nappe phréatique.

### **Article 39 > Diamètres des colonnes de chute et conduites**

Pour les immeubles d'habitation mono familles, les diamètres intérieurs des tuyaux sont donnés par les schémas disponibles sur demande auprès de la Régie HAGANIS\*. Pour les autres immeubles, d'habitation ou à usage industriel, les sections seront calculées suivant les volumes d'eaux à évacuer et, le cas échéant, les pentes disponibles, ceci selon les indications de la Régie HAGANIS.

### **Article 40 > Conduites souterraines**

Les conduites d'évacuation sont posées autant que possible suivant le trajet le plus court vers l'égout public en évitant les changements de pente et de direction. Dans ce dernier cas, et pour les conduites de longueur supérieure à 30 m, des regards de révision intermédiaires sont à mettre en place.

A l'extérieur des bâtiments, les conduites doivent être posées de manière à les préserver du gel.

A l'intérieur des bâtiments, les conduites placées dans le sol doivent être recouvertes soit d'une couche de terre d'au moins 30 cm d'épaisseur, soit d'une dalle de protection d'au moins 10 cm d'épaisseur.

### **Article 41 > Pente des conduites**

Pour les conduites de diamètre inférieur ou égal à 150 mm, la pente doit être égale ou supérieure à 2 cm par mètre.

Dans tous les cas, les principes définis à l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 40 doivent être respectés.

### **Article 42 > Lavage des véhicules**

Le lavage et le nettoyage des véhicules sont interdits sur la voie publique.

Ils devront être réalisés sur des aires de lavage appropriées et aménagées selon les prescriptions d'HAGANIS.

Pour ce qui concerne les voies et aires privatives, le propriétaire ou son mandataire doit mettre en place un séparateur à hydrocarbures muni d'un déboureur, dans les cas suivants :

- Parking extérieur pouvant accueillir 20 véhicules ou plus ;
- Parking intérieur pouvant accueillir 12 véhicules ou plus.

Ces installations de prétraitement doivent être aménagées conformément aux prescriptions de la régie HAGANIS, entretenues régulièrement et maintenues en bon état de fonctionnement par le propriétaire.

### **Article 43 > Conformité des installations intérieures**

Pour les installations intérieures neuves, la Régie HAGANIS vérifie, avant tout raccordement au réseau public et à tranchée ouverte, qu'elles remplissent bien les conditions requises.

Dans le cas où des défauts sont constatés par le service d'assainissement, le propriétaire doit y remédier à ses frais dans le délai fixé par la régie HAGANIS.

Toutes modifications ultérieures des installations devront être signalées au service d'assainissement, afin de lui permettre de tenir à jour le dossier concerné.

Pour les installations intérieures existantes, lorsqu'un propriétaire est obligé de raccorder les installations de son immeuble à l'égout public nouvellement posé, il est tenu de prouver au service de l'assainissement que ses installations sont conformes aux prescriptions du présent règlement.

En cas de non-respect de ces dispositions, le propriétaire est seul responsable des dommages qu'il pourrait subir, suite à un mauvais fonctionnement de ses installations.

## Article 44 > Réparation - renouvellement des installations intérieures

L'entretien, les réparations et le renouvellement des installations intérieures jusqu'à la limite du domaine public sont à la charge exclusive du propriétaire.

## CHAPITRE 6 - CONTRÔLE DES RÉSEAUX PRIVÉS

### Article 45 > Dispositions générales pour les réseaux privés

La partie publique du branchement est la partie du branchement comprise entre le collecteur principal et la limite de propriété.

Les articles 1 à 44 du présent règlement sont applicables aux réseaux privés d'évacuation des eaux usées et des eaux pluviales, qu'ils soient situés sous des parcelles privatives ou des voies privées communes à plusieurs parcelles.

En outre, s'il y a lieu, les conventions spéciales de déversement visées à l'article 19 préciseront certaines dispositions particulières.

### Article 46 > Conditions d'intégration au domaine public

Lorsque des installations susceptibles d'être intégrées au domaine public sont réalisées à l'initiative d'aménageurs privés, la Régie HAGANIS ou Metz Métropole, au moyen de conventions conclues avec les aménageurs, réservent le droit de contrôle du service d'assainissement.

### Article 47 > Contrôle des réseaux privés

Conformément aux articles L 1331-11 et L 1331-4 du Code de la Santé Publique, les agents de la Régie HAGANIS ont accès aux propriétés privées afin de contrôler les ouvrages d'amenée des eaux usées jusqu'à la partie publique du branchement.

La Régie HAGANIS se réserve ainsi le droit de contrôler la conformité d'exécution des réseaux privés par rapport aux règles de l'art, ainsi que celle des branchements définis dans le présent règlement.

Dans le cas où des désordres seraient constatés par la Régie HAGANIS, la mise en conformité sera effectuée par le propriétaire ou l'assemblée des copropriétaires.

Faute pour l'aménageur, le propriétaire ou l'assemblée des copropriétaires de respecter les obligations de conformité du présent règlement, la collectivité peut, après mise en demeure, procéder d'office et aux frais des intéressés, aux travaux indispensables.

## CHAPITRE 7 - INFRACTIONS ET POURSUITES

### Article 48 > Infractions et poursuites

Les agents de la Régie HAGANIS sont chargés de veiller à l'exécution du présent règlement. Ils sont habilités à faire tous les prélèvements et à dresser les procès-verbaux nécessaires à l'exécution de leur tâche.

Les infractions au présent règlement sont constatées soit par les agents de la Régie HAGANIS, soit par le représentant légal de la collectivité.

Elles peuvent donner lieu à une mise en demeure et éventuellement à des poursuites devant les tribunaux compétents.

### Article 49 > Mesures de sauvegarde

En cas de non-respect des conditions définies dans les conventions de déversement passées entre la Régie HAGANIS et des établissements industriels, troublant gravement, soit l'évacuation des eaux usées, soit le fonctionnement des stations d'épuration, ou portant atteinte à la sécurité du personnel d'exploitation, la réparation des dégâts éventuels et du préjudice subi est mise à la charge du signataire de la convention. La Régie HAGANIS pourra mettre en demeure l'utilisateur, par lettre recommandée avec accusé de réception, de cesser tout déversement irrégulier dans un délai inférieur à 48 heures.

En cas d'urgence, ou lorsque les rejets sont de nature à constituer un danger immédiat, le branchement peut être obturé, après constat d'un agent de la Régie HAGANIS, sur décision du représentant de la collectivité.

### Article 50 > Frais d'intervention

Si des désordres dus à la négligence, à l'imprudence, à la maladresse ou à la malveillance d'un tiers ou d'un usager se produisent sur les ouvrages publics d'assainissement, les dépenses de tous ordres occasionnées au service à cette occasion seront à la charge des personnes qui sont à l'origine de ces dégâts.

Les sommes réclamées aux contrevenants comprendront notamment :

- les opérations de recherche du responsable,
- les frais nécessités par la remise en état des ouvrages,
- les frais occasionnés par le transit de la pollution jusqu'à la station d'épuration ou jusqu'au milieu naturel (nettoyage des réseaux, des ouvrages, des équipements) ainsi que tous les frais s'y rapportant (traitement spécifique de boues d'épuration impropres à l'épandage, alevinage des milieux naturels, ou toute intervention nécessaire à la remise en état du milieu),
- les préjudices subis par le propriétaire du réseau ou tout autre tiers à cette occasion.

### Article 51 > Voies de recours des usagers

En cas de litige, l'utilisateur qui s'estime lésé peut saisir la juridiction compétente.

Préalablement à la saisine de ce tribunal, l'utilisateur peut adresser un recours gracieux au représentant légal de la collectivité. L'absence de réponse à ce recours dans un délai de quatre mois vaut décision de rejet.

## CHAPITRE 8 - DISPOSITIONS D'APPLICATION

### Article 52 > Date d'application

Le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier 2011, tout règlement antérieur en application étant abrogé de ce fait à compter de cette date.

### Article 53 > Modifications du règlement

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par la collectivité et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial.

### Article 54 > Désignation du service d'assainissement

En vertu de la délibération du Bureau Délibérant de la Communauté d'Agglomération de Metz Métropole du 22 novembre 2010 et du Conseil d'Administration de la Régie HAGANIS du 15 décembre 2010, la Régie HAGANIS prend la qualité de service d'assainissement pour l'application du présent règlement.

### Article 55 > Clauses d'exécution

Sont chargés de l'exécution et de la mise en vigueur immédiate du présent règlement :

- Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Metz Métropole (Metz Métropole),
- Monsieur le Directeur général de la Régie HAGANIS,
- Monsieur le Maire de la commune concernée,
- Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- Monsieur le Directeur de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL),
- Monsieur le Directeur de la Direction Départementale du Territoire (DDT),
- Monsieur le Trésorier de Metz Municipale,

chacun en ce qui le concerne.

Le Directeur général  
de la Régie HAGANIS



Luc ALLARD

Le Président de la  
Communauté d'Agglomération  
de Metz Métropole



Jean-Luc BOHL

\* Documents téléchargeables sur [www.haganis.fr](http://www.haganis.fr) ou disponibles sur demande auprès du service Clients d'HAGANIS, par courriel à [service-clients@haganis.fr](mailto:service-clients@haganis.fr) ou par téléphone au 03 87 34 64 60.

HAGANIS

Régie de la Communauté d'Agglomération de Metz Métropole  
rue du Trou-aux-Serpents - BP 82095 - 57052 METZ cedex 02